

**RSM Ouest**

18 avenue Jacques Cartier
BP 30266
44818 Saint-Herblain Cedex
France
T +33 2 51 83 30 30
F +33 2 51 83 30 39

www.rsmfrance.fr

**ASSOCIATION CENTRE REGIONAL DE COORDINATION
DES DEPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE**

Siège social : 5 rue des Basses Fouassières – 49000 ANGERS
Association (loi 1901)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

ASSOCIATION CENTRE REGIONAL DE COORDINATION DES DEPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE

Siège social : 5 rue des Basses Fouassières – 49000 ANGERS
Association (loi 1901)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Membres de l'Association C.R.C.D.C. PAYS DE LA LOIRE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE REGIONAL DE COORDINATION DES DEPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain, le 19 mai 2022

Le commissaire aux comptes

RSM Ouest

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique



Françoise DROGOU

Associée

CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DES DÉPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE

Actif			Au 31/12/2021			Au 31/12/2020	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	176 301	175 464	836	7 580	
		TOTAL	176 301	175 464	836	7 580	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst.techniques, mat.out.industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	870 467	805 544	64 922	76 609	
		TOTAL	870 467	805 544	64 922	76 609	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres	5		5	5	
			13 462		13 462	19 868	
		TOTAL	13 467		13 467	19 873	
	Total I		1 060 235	981 009	79 226	104 063	
	Actif circulant	Stocks et en cours		7 766		7 766	8 237
Créances ⁽³⁾		Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	52 612		52 612	68 740	
			17 868		17 868	34 056	
		TOTAL	70 480		70 480	102 797	
Divers		Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	1 829 863 24 154		1 829 863 24 154	2 116 026 21 145	
		Total II		1 932 264		1 932 264	2 248 207
		Frais d'émission des emprunts III Primes de remboursement des emprunts IV Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		2 992 499	981 009	2 011 490	2 352 271		
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)						

CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DES DÉPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE

Passif		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 022 507	2 022 507
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	10 000	10 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	15 000	15 000
	Report à nouveau	-764 043	-200 666
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-229 870	-563 377
	Situation nette (sous-total)	1 053 593	1 283 464
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		1 053 593	1 283 464
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	98 455	144 827
Total II		98 455	144 827
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	68 216	65 818
Total III		68 216	65 818
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	441 640	449 304
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	341 241	407 728
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 341	1 127
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		791 223	858 160
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 011 490	2 352 271
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DES DÉPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	674 020	578 156
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 077 733	3 593 992
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	104 873	61 568
	Utilisations des fonds dédiés	52 749	37 360
	Autres produits	42	1 175
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 909 418	4 272 252
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	3 077 932	2 838 274
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	136 363	130 318
	Salaires et traitements	1 369 628	1 307 166
	Charges sociales	475 579	486 791
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	38 369	35 531
	Dotations aux provisions	40 582	38 184
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	73	36
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	5 138 530	4 836 303
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-229 112	-564 051

CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DES DÉPISTAGES DES CANCERS PAYS DE LA LOIRE

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	388	635
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	388	635
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		388	635
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-228 723	-563 416
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 235	5 418
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 235	5 418
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 382	5 380
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	2 382	5 380
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-1 146	38
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		4 911 042	4 278 306
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		5 140 913	4 841 684
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-229 870	-563 377
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



Association CRCDC

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31 décembre 2021***

Ce rapport contient 17 pages



Table des matières

1	Objet social	2
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	2
3	Description des moyens mis en œuvre	2
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
5	Principes et méthodes comptables	3
5.1	Principes généraux	3
5.1.1	Changement de méthode comptable	3
5.1.2	Changements d'estimation	3
5.1.3	Corrections d'erreurs	3
5.2	Dérogations	3
5.3	Principales méthodes comptables	3
6	Informations relatives aux postes du bilan	4
6.1	Actif immobilisé	4
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
6.2	Actif circulant	7
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	7
6.3	Fonds propres	7
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	7
6.4	Fonds reportés et dédiés	10
6.4.1	Fonds dédiés	10
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	12
6.5.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	12
6.6	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	13
7	Informations relatives au Compte de résultat	14
7.1	Produits du compte de résultat	14
7.1.1	Produits de tiers financeurs	14
7.1.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	15
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	16
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	16
9	Informations relatives à l'effectif	16



1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'organiser et de coordonner les programmes de dépistage des cancers du sein, colorectal et du col de l'utérus dans l'ensemble des Pays-de-la-Loire, conformément au cahier des charges national à paraître et qui sera émis par la Direction Générale de la Santé. Elle pourra éventuellement étendre son activité au dépistage organisé d'autres cancers et à la prévention des cancers. Elle pourra s'associer à des travaux de recherche. Ces travaux seront financés sur fonds autres que les financements dédiés aux actions de prévention.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 **Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Dépistage organisé du cancer du sein
- Dépistage organisé du cancer colorectal
- Dépistage organisé du cancer du col de l'utérus

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de dépistage du cancer du sein : cette activité s'est exercée auprès des femmes de 50 ans à 74 ans dans la région Pays de la Loire.
- Activité de dépistage du cancer colorectal : cette activité s'est exercée auprès des hommes de 50 ans à 74 ans dans la région Pays de la Loire.
- Activité de dépistage du cancer du col de l'utérus : cette activité s'est exercée auprès des femmes de 25 ans à 65 ans dans la région Pays de la Loire.

3 **Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : nombre d'ETP stable à 40
- Autres moyens/dépenses engagées
 - a. Communication : 15,8K €
 - b. Entretien général/dépense de fonctionnement/maintenance : 118,9K €



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été marqué par la poursuite de l'épidémie de Covid-19. L'association a poursuivi son activité mais s'est trouvée impactée du fait de nombreux arrêts maladie pendant cette période.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.



6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.



6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	176 301	-	-	-	176 301
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	450 421	988	-	-	451 409
	Install. générales, ag. Am. divers	70 666	-	-	-	70 666
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	329 442	18 950	-	-	348 392
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	850 529	19 939	-	-	870 467
Immobilisations financières	Participations	5	-	-	-	5
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	19 869	-	6 406	-	13 462
	Total IV	19 874	-	6 406	-	13 468
Total général		1 046 703	19 939	6 406	-	1 060 236

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporels	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	168 720	6 744	-	175 464
Amortissements corporels	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	450 421	61	-	450 482
	Install. générales, ag. Am. divers	50 870	3 189	-	54 059
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	272 629	28 375	-	301 004
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	773 920	31 625	-	805 544
Total général		942 640	38 370	-	981 009

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel médical	Linéaire	2 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans



6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les créances ont toutes une échéance à moins d'un an.

6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Contrats de maintenance 14,4K€ / 11 K€ l'exercice précédent
- Locations matériels 6,5K€ / 7.8 K€ l'exercice précédent

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	2 022 507							2 022 507
Fonds propres avec droit de reprise	10 000							10 000
Ecarts de réévaluation								-
Réserves	15 000							15 000
Report à nouveau	- 200 666	- 563 377						- 764 043
Excédent ou déficit de l'exercice	- 563 377	563 377		- 229 870				- 229 870
Situation nette	1 283 464	-	-	- 229 870	-	-	-	1 053 594
Fonds propres consommables								-
Subventions d'investissement								-
Provisions réglementées								-
TOTAL	1 283 464	-	-	- 229 870	-	-	-	1 053 594



6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 022 508			2 022 508

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise	10 000			10 000



6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.



Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	144 827	6 124	52 496	-	-	98 455	-
HPV Unimaire	3 562					3 562	
CMS Bouchemaine	2 980	1 000				3 980	
CHU BREST ODACC		5 124	2 791			2 333	
Comité féminin du sein	2 000					2 000	
Etudes HPV	136 285		49 705			86 580	
...						-	
Contributions financières d'autres organismes (1)	-	-	-	-	-	-	-
...						-	
Ressources liées à la générosité du public (1)	-	-	-	-	-	-	-
...						-	
TOTAL	144 827	6 124	52 496	-	-	98 455	-

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.



6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	65 818	40 583	38 184	68 217
Total	65 818	40 583	38 184	68 217

6.5.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total (1)
I.D.R.	40 583		40 583

Description des régimes et de leur système de financement :

Les engagements ont été calculés à partir des salariés actuels et de leur rémunération actuelle (âge de départ basé sur le nombre de trimestres cotisés).

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

- Taux d'actualisation : 1 %
- Taux d'évolution des rémunérations : 1.5 %
- Indemnité calculée selon le droit du travail.



6.6 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	52 612	52 612	
	Autres	17 869	17 869	
Charges constatées d'avance		24 154	24 154	
TOTAL		83 948	83 948	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		441 640	441 640		
Dettes fiscales et sociales		341 242	341 242		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		8 342	8 342		
Produits constatés d'avance		-	-		
TOTAL		791 224	791 224		



7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

7.1 Produits du compte de résultat

Tableau de répartition des produits d'exploitation (en K€)

	31/12/2021
— Facturation de frais de gestion	674.0
— Subventions	4 077.7
— Autres produits (refacturations...)	104.9
— Utilisation des fonds dédiés	52.7

	4 909.3

7.1.1 Produits de tiers financeurs

7.1.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.



La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

7.1.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation					4 077 733
Subvention d'investissement					

7.1.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.1.2.1 Produits à recevoir

Libellés	Montant
RRR à obtenir	60
Autres produits à recevoir	4 075
TOTAL	4 135

7.1.2.2 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	140 347
Charges sociales provisionnées	62 874
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	102 583
Autres dettes fiscales et sociales	21 000
TOTAL	326 804



7.1.2.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 115 €
— Au titre d'autres prestations	—
— Honoraires totaux	5 115 €

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à zéro € en 2021.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	8
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	32
Ouvriers	
Total	40